
[Papouasie-Nouvelle-Guinée : les habitants de l'île Woodlark exigent d'arrêter la plantation de palmiers à huile](#)

Les 85 000 hectares du territoire de l'île Woodlark, située dans la province de Milne Bay en Papouasie-Nouvelle-Guinée, sont presque entièrement couverts d'une dense forêt tropicale de plaine où habitent plusieurs espèces endémiques.

La plupart des 6 000 habitants de l'île dépendent de l'environnement naturel et des ressources maritimes, pratiquent l'horticulture (ils plantent surtout des ignames, du taro, des patates douces et des bananes) ainsi que la pêche et la chasse, ces dernières jouant un rôle plus faible mais non moins important dans leur régime alimentaire.

À présent, l'île risque d'être envahie par une plantation de palmier à huile de 60 000 hectares, qui fait partie d'un projet de l'entreprise malaise Vitroplant Ltd. Le projet comporte aussi la construction d'une usine de fabrication d'ester méthylique dans la ville d'Alotau, capitale de la province. L'usine sera alimentée par les fruits des palmiers à huile plantés en régime de monoculture sur l'île, et produira du biodiesel pour la consommation intérieure et l'exportation.

La plantation couvrira environ 60 000 ha, dont la plupart correspondent à des terres domaniales et le reste aux terres coutumières des villages.

L'entreprise a demandé un permis environnemental qui ne lui a pas encore été accordé. Dans sa demande, elle déclare que toutes les conditions requises ont été remplies, y compris la consultation des propriétaires des terres.

Néanmoins, George Laume, membre de CELCOR INC – FoE-PNG, a reçu des informations d'habitants de l'île concernant ce grand projet de palmiculture et il a pu constater que les consultations n'ont pas été suffisantes et que les communautés s'opposent à cette initiative.

Le rapport de Jeremy Hance, publié le mois dernier (1), dit que « d'après les insulaires, ils n'ont pas été consultés à l'avance au sujet des plans, mais lorsque Vitroplant Ltd. avait déjà passé le contrat avec le gouvernement ». Hance rapporte les paroles du docteur Simon Piyuwes, natif de l'île, qui est devenu le champion de la lutte contre la plantation de palmier à huile : il existe « plusieurs raisons pour lesquelles les plans de Vitroplant Ltd. sont inacceptables pour les insulaires. Le défrichage détruirait l'ébène endémique de l'île et causerait l'extinction d'espèces rares, et les déchets menaceraient la vie marine. Il prévoit non seulement un désastre écologique mais la désintégration de la culture indigène, car les plans de l'entreprise apporteront dans l'île 'des comportements sociaux inacceptables'. La famine menacerait tous les insulaires, puisque 'il n'y aura pas de place pour l'horticulture et la chasse'. Le Dr Piyuwes admet que le projet peut comporter quelques avantages pour l'île, d'ordre économique ou en matière d'infrastructure, mais il est persuadé que les désavantages sont bien plus importants ».

Ce projet, que ses défenseurs considèrent comme indispensable pour le développement de l'île, est perçu par bien d'autres comme une menace pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Plus d'une

centaine d'insulaires et de sympathisants ont voyagé récemment jusqu'au siège du gouvernement provincial de Milne Bay, à Alotau, pour exiger l'arrêt du projet et réclamer la restitution de leurs terres.

L'arrêt des plantations de palmier à huile exigée par la population pourrait changer le cours des événements dans le pays. Sous la poussée des habitants de l'île Woodlark, informés et déterminés, ce changement aura peut-être lieu.

Article fondé sur des informations fournies par George Laume, CELCOR INC. FoE-PNG, adresse électronique : glaume@celcor.org.pg, www.celcor.org.pg, et (1) *Biofuels versus Native Rights: Planned logging of Woodlark Island for biofuels opposed by islanders and scientists*, Jeremy Hance, rapport spécial pour mongabay.com, 12 novembre 2007, http://news.mongabay.com/2007/1112-hance_woodlark.html.